



COMMUNIQUE DE PRESSE

CGT Educ'action, SNUEP, SNEP, SNETAP-FSU, SNLC-FO, SNALC-FGAF, SNCL-FAEN, SUD Education

M. Xavier Darcos doit aussi suspendre la réforme de l'enseignement professionnel !

Les organisations syndicales CGT Educ'action, SNUEP, SNEP et SNETAP-FSU, SNLC-FO, SNALC-FGAF, SNCL-FAEN, SUD Education, s'adressent au Ministre de l'Education pour lui demander de suspendre immédiatement la réforme de l'enseignement professionnel. Ces organisations réaffirment leur opposition totale à la suppression des sections de BEP et à la généralisation du Baccalauréat professionnel en 3 ans.

Les différents arrêtés et décrets soumis à l'avis du Conseil Supérieur de l'Education ont été majoritairement rejetés. Le Ministre de l'Education doit donc renoncer à leur publication ainsi qu'aux suppressions de postes, donc en suspendre la publication et ouvrir de véritables négociations. Les élections professionnelles de décembre ont montré l'opposition des personnels à cette réforme et elles ont conforté les organisations syndicales qui la combattent.

L'enseignement professionnel mérite mieux. Cette réforme, dont la logique est d'accompagner les suppressions massives de postes dans les lycées, se fait dans la précipitation, une grande confusion, beaucoup d'incohérences et d'iniquité entre élèves. Rien n'est prêt pour permettre aux élèves, terminant cette année leur cycle en collège, de choisir correctement leur orientation : CAP ou Baccalauréat, qui va décider et comment ? Depuis plus d'un an, élèves, parents dénoncent les dangers de cette réforme.

C'est pourquoi, ces organisations ont décidé de solliciter, ensemble, une rencontre, dans des délais rapides, avec le Ministre de l'Education. Elles veulent lui faire part de leurs désaccords, obtenir la suspension de cette réforme et la reprise des discussions sur la voie professionnelle comme il vient de le faire pour la voie générale du lycée.

Ces organisations appellent les personnels à se mobiliser massivement, notamment lors de la journée nationale de grève et de manifestations du 29 janvier.

Paris, le 9 janvier 2009